

« La liberté n'a de sens que si l'on peut dire ce que les gens ne veulent pas entendre ». GEORGE ORWELL



Novembre
Décembre 2018 - N°71

1 €

L'invité du DR :

Pierre Galand,

« Israël pratique des politiques proto-fascistes »

Paul Marcus et Marie-France Deprez

Communales 218 : le bilan et les leçons

Martin Willems

Bilan social de Michel I^{er}

Roland Marounek

Impérialisme et immigration

Romain Gelin

Engie, État belge et approvisionnement énergétique

Bernard Lefevre

Déresponsabilisation des élites et « irresponsabilité » des travailleurs

Guy Stroobant

Dégressivité pour les chômeurs, cadeaux fiscaux pour d'autres

Julien Hannotte Morais

Au Brésil, la menace fasciste



Le Prince et son obligé

Éditorial :

OMBRES ET LUMIÈRES DANS L'ACTUALITÉ

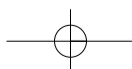
Le journaliste saoudien Jamal Khashoggi avait rendez-vous ce 2 octobre au Consulat de son pays à Istanbul en Turquie dans le but d'obtenir un document nécessaire aux formalités de son projet de mariage. Visite dont il ne devait pas sortir vivant puisque vingt jours plus tard, le gouvernement de son pays fait savoir au monde entier, après moult mensonges et tergiversations, que Khashoggi est décédé à la suite d'une « bagarre qui aurait mal tourné ». Affabulation qui dépasse les sommets de l'indécence puisque tout indique que ce journaliste dissident a bien été victime d'un assassinat barbare méticuleusement préparé et décidé au sommet de l'Etat saoudien dirigé par le jeune prince héritier Mohamed ben Salman ; le même qui organise les bombardements quotidiens et indiscriminés contre les populations du Yémen avec la complaisance, sinon la complicité, de ces grands

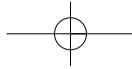
« démocrates » que sont Donald Trump, Emmanuel Macron et Theresa May.

Responsables politiques si prompts à condamner la Bolivie, le Venezuela, pour n'importe quel attentat aux droits de l'homme mais qui dans ce cas, au-delà de déclarations lyriques, continueront à faire du gros business et à fournir en armements ce régime sordide pour qu'il continue ses sales besognes dont, parmi d'autres, de financer et armer les djihadistes en Syrie.

Chez nous, les élections communales qui viennent d'avoir lieu, ouvrent des perspectives d'espoir. Si la classe politique dominante et le grand patronat perdent un peu leur sang froid en parlant du « danger communiste » suite aux très bons résultats électoraux du PTB, c'est bien parce qu'ils commencent à prendre conscience que leur règne

sans partage a trop duré et que des alternatives progressistes se profilent. En effet, la remarquable percée de ce parti qui passe de 50 élus locaux à 157 dans l'ensemble du pays ne peut que susciter des attentes qu'il ne faudrait surtout pas décevoir maintenant que des négociations difficiles semblent s'ouvrir. Il faudrait qu'elles soient fondées sur le respect des programmes de lutte contre les politiques austéritaires qui ont inspiré la campagne électorale. Les résultats honorables obtenus dans les votes préférentiels par les candidats de notre parti présents sur les listes du Parti du Travail nous encouragent à persévérer dans nos efforts pour résister avec encore plus de détermination aux politiques réactionnaires de l'actuel gouvernement et à nous investir pour confirmer et agrandir cette poussée progressiste dans les élections législatives qui arrivent. VC ■





Pierre GALAND : « Israël pratique des politiques proto-fascistes »

C'est dans le contexte de ses études universitaires à l'Université Catholique de Louvain que le jeune Pierre Galand attrape le virus de la contestation et que naissent ses premières révoltes. « À l'époque, la pensée marxiste avait plus de place à l'UCL qu'à l'ULB » se rappelle-t-il avec un brin de nostalgie. Sa rencontre avec le baron Antoine Allard, un fils de banquier cofondateur d'OXFAM qui avait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, choisi l'engagement pacifiste à la place de la finance, fut déterminante pour lui. C'est ainsi qu'il devient à 27 ans le Secrétaire général d'Oxfam-Belgique qu'il dirigera pendant une trentaine d'années faisant de cette organisation un outil incontournable de solidarité avec les luttes du Vietnam, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Chili, celle interminable de la Palestine le tout s'accompagnant du combat pour la paix, de ces images avec plus de 300 000 personnes dans les rues de Bruxelles manifestant, dans les années 80, contre l'implantation de missiles américains. Difficile de résumer en quelques lignes un itinéraire si riche. Ce sont ces quelques épisodes qui nous

permettent de comprendre pourquoi la lutte du peuple palestinien résume bien cette longue marche.

Le Drapeau Rouge.- - Que représente le scénario de ces années 60 et 70 pour un jeune étudiant qui sort de l'université

Pierre Galand.- C'était en effet une époque extrêmement riche dans la vie internationale en particulier pour ces populations du tiers-monde qui se libéraient de la période coloniale. C'était l'Algérie engagée dans une confrontation meurtrière avec le colonialisme français ; l'Afrique du Sud renforçait sa politique de répression contre les populations noires qui supportaient de moins en moins les pratiques ignominieuses de l'apartheid ; le Vietnam et d'autres peuples du sud-est asiatique qui, après avoir combattu courageusement le colonialisme français, se préparaient à résister à la relève de l'impérialisme américain. Enfin c'était aussi le réveil de peuples de l'Amérique latine symbolisé si romantiquement à Cuba par l'arrivée au pouvoir de Fidel et ses barbus. En Europe nous vivions encore les retombées de la deuxième guerre mondiale avec, notamment, les conséquences indirectes du terrible drame vécu par les populations juives.

Le DR.- que voulez-vous dire par ces « conséquences indirectes »

P. G.- Je veux dire que bien avant la création de l'État d'Israël décidée par les Nations unies en 1948, le monde faisait déjà face à l'exode massif des populations palestiniennes brutalement expulsées des territoires palestiniens par les nouveaux occupants juifs. Cet exode a, d'ail-

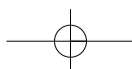
leurs, été une des premières tâches que Oxfam a du affronter ainsi que le soutien au peuple algérien et la mise en place des projets éducatifs en Inde. Cela dit, dans mon esprit à l'époque, ce conflit entre les Palestiniens et les Juifs n'était que la conséquence de la terrible tragédie que fut la Shoah pour le peuple hébreu. Je pense en effet, je l'ai toujours pensé, que

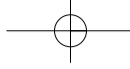


si l'on veut comprendre le si complexe conflit israélo-palestinien on ne peut pas se dispenser de prendre conscience de la signification historique du génocide des juifs.

Le DR.- Vous venez de dire que c'était votre compréhension ou votre interprétation à l'époque de ce conflit. En quoi et pourquoi aurait-elle variée depuis ?

P. G.- En effet, j'ai pu comprendre beaucoup plus de choses depuis. N'oublions pas qu'on vivait dans ces années-là avec un esprit plutôt positif et optimiste. Les défaites du colonialisme, la victoire de l'unité populaire au Chili, les succès de la résistance vietnamienne. Dans cette atmosphère, mon avis à l'époque était que l'exode palestinien n'était que le résultat malheureux des incompréhensions et confrontations entre deux populations qui se disputaient un territoire. Ce n'est que par après, et peu à peu, que j'ai commencé à prendre conscience de la nature même du projet sioniste qui a pris racine bien avant la guerre elle-même.





J'ai alors compris par exemple que la fameuse déclaration de Balfour de 1922 par laquelle la Grande-Bretagne a donné son accord à l'implantation des populations juives dans la Palestine demandée par l'organisation sioniste mondiale dirigée par la famille Rothschild, n'était que l'avant-projet néocolonialiste dont nous constatons aujourd'hui à quels extrêmes il peut mener. Particularité qui explique la centralité absolue que constitue, à mon avis, la question palestinienne dans la problématique des rapports entre le centre et la périphérie du monde.

Le DR.- ... et quelle est cette particularité ?

P. G.- C'est le fait qu'au même moment, c'est-à-dire en parallèle, avec un processus planétaire de lutte contre le colonialisme et ses résidus, nous nous trouvons face à un véritable projet colonialiste qui est, à plusieurs égards, plus grave au regard du droit international que ceux que nous avons connus auparavant. C'est, me semble-t-il, une situation inédite. Pour le dire autrement, la politique israélienne soutenue sans réserve par les États-Unis et l'Union Européenne, n'est que la mise en œuvre d'un « colonialisme postcolonial » si je peux le dire ainsi.

Le DR.- Et pourquoi estimez-vous que la version actuelle du néocolonialisme israélien serait plus grave que ce que l'Histoire a enregistré dans l'histoire coloniale ?

P. G.- Tout d'abord par le contexte de sa compréhension historique. Elle a lieu au 20^e et 21^e siècle. Nous ne sommes plus au 16^e, 17^e, 18^e siècle où le fait colonial était pratiquement considéré (y compris dans les milieux progressistes) comme une expérience bénéfique. La conscience politique et culturelle de l'humanité a indiscutablement progressé entre les deux époques avec des moments saillants tels que les révolutions antimonarchiques du 17^e siècle en Angleterre, la révolution française, la Commune de Paris, Octobre 1917 en Russie. La folie hitlérienne venait d'être décapitée et ce sont les victimes de cette folie qui vont devenir les artisans d'une nouvelle folie colonisatrice. Pour ce faire, ils vont aller jusqu'à fabriquer une des « fake news » la plus fallacieuse que l'on puisse imaginer. Ils clameront leur leitmotiv : « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* » ; imposture absolue, puisque les sionistes connaissaient parfaitement

l'existence millénaire de peuples arabes sur les terres palestiniennes. Particulièrement ignoble est aussi le fait que l'Occident tout entier, dans un exercice suprême d'hypocrisie, en octroyant aux Juifs des terres de la Palestine, décida de faire payer par ce peuple le crime qu'il avait lui-même commis contre les Juifs. Parce que, ne l'oublions pas, non seulement l'Allemagne nazie faisait partie de cet Occident mais en plus, ses crimes étaient connus des puissances occidentales et du Vatican, sans que cela ait suscité de leur part une réaction appropriée. Punir un peuple, innocent du génocide des Juifs, pour se faire pardonner et se fabriquer une bonne conscience, c'est bien à l'image de leur peu de décence me semble-t-il.

Le DR.- Mais ce n'est pas une poignée de sionistes qui a décidé cette installation. Ce fut l'autorisation par l'Assemblée générale des Nations Unies à une très large majorité, y compris, curieusement, le vote approbateur de l'URSS, d'accorder le droit aux populations juives de s'installer en terres palestiniennes et même, sur le plan pratique, d'esquisser les contours du partage de ces terres.

P. G.- C'est tout à fait exact; ce sont les Nations unies qui ont pris cette décision historique et pour le comprendre, je reviens à ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire, la conscience humaine ou universelle venait de découvrir dans toute sa dimension ce crime suprême que fut le génocide des Juifs. Influencés sans doute par cette émotion planétaire, les décideurs politiques ont pris une décision aussi importante que rapide. Et ce, d'autant plus qu'elle ne fixait pas de manière claire et définitive les frontières du nouveau locataire israélien. C'est ainsi que ce pays est probablement le seul au monde qui jusqu'à présent n'a pas fixé ses frontières. Et ceci n'est pas un hasard ; ceci n'est que la confirmation du tropisme sans limites de l'expansionnisme sioniste qui semble être devenu partie intégrante de leur religiosité même. Je rappelle quand même que c'est suite à ce vote qu'une violente révolte, visant à expulser les Juifs, a eu

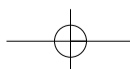
lieu en Palestine provoquant une guerre meurtrière, gagnée par les Israéliens, et l'exode de presque 800 000 Palestiniens. Cette épisode, connu sous le nom

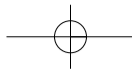


de Nakba (la catastrophe) par les perdants, a permis aux Israéliens leur première expansion; et ils n'ont pas arrêté depuis ce qui fait que je me demande si cette révolte palestinienne ne fit pas le jeu des intérêts sionistes. Quant au vote soviétique aux Nations Unies favorable à l'implantation d'Israël, outre le climat génocidaire dont je viens de parler, il y a le fait non négligeable de l'importance historique des communautés juives en Russie et de leur histoire tragique semée d'innombrables pogroms. D'ailleurs les premiers exodes que connurent les pays occidentaux, avant même les Palestiniens, étaient constitués des migrants juifs quittant la Russie des tsars.

Le DR.- Mais lors des accords d'Oslo, en 1993, l'Occident a quand même essayé de se rattraper non ?

P. G.- Je n'en disconviens pas, je suis même convaincu, que parmi les négociateurs israéliens et sûrement palestiniens lors des négociations d'Oslo, il y avait des gens de bonne volonté et disposés sincèrement à arriver à des accords consensuels. N'oublions pas que Yasser Arafat avait eu la lucidité et le courage, lors de son fameux discours d'Alger en 1980, de reconnaître le droit du peuple israélien d'exister en tant qu'État. C'était aussi un moment où l'Union Européenne n'était pas encore si soumise aux diktats américano-israéliens comme elle l'est devenue aujourd'hui. Elle en fit la démonstration lorsqu'elle intima à Israël l'ordre de rouvrir la grande université palestinienne de Bir Zeit et que ce dernier s'exécuta dans





L'invité du DR

Le Drapeau Rouge

les trois jours. Hélas les choses ont beaucoup changé aujourd'hui que l'UE a fait d'Israël un de ses partenaires privilégiés y compris, toute honte bue, dans le domaine des armements et de la sécurité.

Comme d'habitude, le problème est arrivé lorsque la diplomatie américaine s'en est mêlée et a poussé les Israéliens à compliquer la signature de l'accord avec l'ajout interminable de modifications. Ainsi, je peux aujourd'hui unir ma voix à ceux qui disent que ces accords d'Oslo furent une trahison pour les revendications si légitimes des Palestiniens et je donne raison, rétrospectivement, aux sceptiques, dont le Parti communiste palestinien qui, dès le départ, a dénoncé le piège israélien. C'est sur ce plan que le rôle particulièrement pervers du président Clinton fut déterminant. On peut dire qu'à partir de ce moment le soutien américain à Israël et à ses politiques est devenu non seulement inconditionnel mais a changé de paradigme. En effet, à partir de ce moment, il s'est agi de faire d'Israël le porte-avions des visées impérialistes américaines dans ce Proche et Moyen Orient si riche en ressources pétrolières ; ce qui est le cas sans discussion aucune aujourd'hui.

Le DR.- Face à ce blocage, quid des populations concernées et des opinions publiques dans la dite communauté internationale ?

P. G.- Est-ce un hasard ? Quelques mois après la signature des Accords d'Oslo et ses prolongations (septembre 1993 à septembre 1995), Yitzhak Rabin, Premier ministre fut assassiné par un jeune fanatique religieux qui estimait que son pays violait les ordonnances bibliques qui interdisaient à Israël toute concession de la terre sainte. L'opinion publique du pays fut ébranlée, la mort de cette importante personnalité suscita un sentiment d'impuissance et de démoralisation dans le mouvement de la paix. Avec le savoir-faire acquis par des décennies de manipulation de l'opinion publique via le contrôle des médias ; avec le développement du culte d'une consommation effrénée, le profil des pionniers juifs a changé. Le profil de pionniers arrivant pour travailler les terres de kibboutz dans un esprit du socialisme sioniste a cédé largement la place à une population vivant dans une société installée

dans le confort et l'indifférence qui ne réagit plus lorsque ses gouvernements pratiquent ce que le Tribunal Russe sur la Palestine nomme « génocide social » ou « *sociocide* ». C'est-à-dire cette politique qui consiste à décréter l'impossibilité, pour les Palestiniens à exister comme projet social, comme réalisation nationale ; à leur interdire de se réaliser en État nation et ce sur tous les plans : économique, politique, culturel et surtout historique. Les gouvernements israéliens veulent présenter ce peuple comme un ramassis de perdants, dépourvus de mémoire, pire encore, d'histoire puisqu'ils n'ont rien à retenir de leur passé. Le prix Nobel Desmond Tutu me disait, après avoir visité la Palestine occupée, « *nous, en Afrique du Sud, n'avons jamais subi autant de privations dans les pires moments de l'apartheid* ». Cette indifférence, pour ne pas dire complaisance, d'une large partie de la société israélienne face à cette situation, explique la facilité avec laquelle les colons s'installent et agrandissent les colonies sur des terres palestiniennes. Ils étaient 200 000 il n'y a pas si longtemps, ils sont maintenant trois fois plus. Tout ceci est devenu hélas, le signe dénominateur des politiques de ce pays et c'est pourquoi je n'hésite pas à le définir comme un pays dirigé par un gouvernement « proto-fasciste ».

Le DR.- Sur quoi pouvez-vous fonder une accusation si grave ?

P. G.- Il ne s'agit pas d'une définition littéraire ou politicienne ni d'une affirmation à la légère. J'aime bien situer les concepts surtout lorsqu'ils ont un contenu historique. C'est pour ça, par exemple que je réfute ceux qui comparent la Shoah et la Nakba. Ce sont des faits historiques dont le contexte et les dimensions ne permettent aucune similitude. Par contre oui, des pratiques conduisant à l'extermination d'une culture nationale, à la privation quotidiennement de ses terres par des occupations abusives et arbitraires, au blocage des accès à l'eau, au démantèlement des cultures agricoles, oui, ce sont des politiques voisines du fascisme. Tuer, massivement, des manifestants non armés comme si l'on chassait des lapins ; aller jusqu'au raffinement meurtrier de cibler systématiquement les jambes des manifestants, surtout lorsqu'ils sont jeunes, pour créer une société d'handicapés, c'est assez proche de certaines pratiques

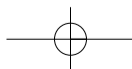
les plus sombres de l'histoire contemporaine. Et les dégâts ne sont pas seulement traumatologiques, ils concernent aussi la santé mentale ; l'humiliation permanente que tout Palestinien subit, affecte le mental d'un peuple. Faire de Gaza un Auschwitz sans fours crématoires mais organisant la mort lente de ses citoyens n'est pas si loin de ce que les colonisateurs d'aujourd'hui ont connu dans leur très long parcours émaillé de pogroms.

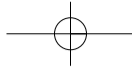
Le DR.- Face à cette situation, qu'est-ce qu'on peut faire et quelle est la situation de la contestation aujourd'hui dans des pays comme le nôtre ?

P. G.- Je pense que notre première obligation reste celle-là même qui fut la première lorsque nous avons commencé nos engagements à Oxfam en faveur de la cause palestinienne avec le concours, précieux, de ce grand résistant palestinien que fut Naim Kadher, représentant de l'OLP à Bruxelles, à savoir faire connaître la Palestine à la population. Faire face à cette énorme et puissante campagne médiatique qui cherche à embellir et justifier le comportement criminel de Netanyahu et sa clique. Soutenir et renforcer la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), mouvement international qui appelle les citoyens du monde à faire pression sur l'État d'Israël pour qu'il respecte les droits des Palestiniens. C'est une campagne inspirée des boycotts des années 70 et 80 contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Elle fut lancée par 171 associations civiles palestiniennes appelant à la solidarité internationale. Concrètement, au niveau des citoyens, elle consiste à ne pas consommer des produits israéliens dont une grosse partie vient d'exploitations des terres volées aux Palestiniens. Elle se prolonge en dénonçant la complicité des grandes sociétés et groupes bancaires qui continuent à faire des affaires avec ce régime honni. C'est une initiative qui commence à produire ses effets ; ce n'est pas pour rien qu'en 2017, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies, Netanyahu a passé plus de 20 minutes à la dénoncer. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Pour plus d'informations, visitez le site :
<http://www.association-belgo-palestinienne.be/>





COMMUNALES 2018 : le bilan et les leçons

Paul Marcus et Marie-France Deprez

Au lendemain des résultats électoraux, la FGTB wallonne a lancé un appel rappelant que "Depuis plus d'un an, la FGTB wallonne appelle à une coalition PS/PTB/ECOLO si le résultat des urnes le permet. Cet appel prend aujourd'hui tout son sens puisque la réalité électorale donne raison à nos projections. Les citoyennes et citoyens ont exprimé un rejet des politiques de droite mais surtout une adhésion à des politiques sociales plus radicales, et à un projet qui place l'écologie au centre des priorités. La progression d'Ecolo et la percée du PTB dans plusieurs grandes villes renforcent considérablement la gauche dans son ensemble. Leurs résultats offrent surtout la possibilité de former des coalitions de gauche... Il faut saisir cette opportunité. L'alternative aux politiques libérales commence aujourd'hui. La responsabilité de la gauche est historique. L'occasion aussi".

Les médias ont parlé de vague verte et de percée rouge...

Il est clair que les électeurs de Wallonie et Bruxelles ont plébiscité le changement, en sanctionnant les formations traditionnelles. Ils ont exprimé ce besoin clair en condamnant le MR, en punissant le CDH (on peut penser que le coup de force au Parlement wallon n'a pas été oublié) et en sanctionnant le PS (plus qu'éclaboussé par les affaires : Publifin, SAMU social etc.). Ils ont voté partout où cela leur était possible pour le PTB donnant à ce Parti mandat pour aider à réaliser ce virage à

gauche tant attendu. À signaler aussi le fait que dans des villes aussi importantes que Liège et Bruxelles la présence du Parti communiste n'a pas effrayé les électeurs bien au contraire; le nombre honorable de votes de préférence obtenus par nos candidats le prouve. À Seraing, le résultat de la camarade Fernande Servais nous permet de conserver notre siège dans cette commune aux côtés des 10 élus PTB. Ces signes nous encouragent à persévérer dans nos batailles.

Au regard du programme clairement exprimé par le PTB d'une volonté de changer les conditions de vie des citoyens de plus en plus précarisés, d'améliorer les conditions de logement, d'accès à l'enseignement et à la santé, de mobilité en favorisant le développement des transports en commun, on se rend compte que le PTB est allé à la rencontre des besoins des gens. Rappelons que leur programme s'est élaboré aussi avec les gens à travers de larges enquêtes. Des projets dans lesquels les électeurs se sont donc reconnus.

Si le PTB a réalisé une percée partout où il a présenté des listes, le score des écologistes a explosé en Wallonie et à Bruxelles. Mais ces résultats, certes encourageants, suffisent-ils à garantir un éventuel virage à gauche ? Peut-on classer à gauche un parti écolo qui profite certes de cette inquiétude profonde des gens face aux problèmes environnementaux mais qui ne conteste en rien la responsabilité que le système capitaliste y joue ? Et qui soutient les guerres de l'OTAN et les achats d'avions de chasse ? N'empêche, la percée des écologistes montre la prise de conscience réelle par de plus en plus de personnes des menaces sur leur santé et leur condition de vie si l'on continue de ne pas prendre ces problèmes (pollution, changement climatique...) à bras le corps.

Quelles alliances?

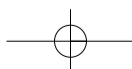
Certes, ce ne sera pas un mandat facile à réaliser. D'autant que les ennemis se dévoilent, après la diatribe anti-PTB longue et bête de Di Rupp (Président du PS) sur les écrans de la RTBF à la veille du scrutin, il y a eu aussi Zakia Khattabi (Co-prési-

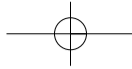
dente d'Ecolo) : « À les suivre, le PTB prendra ses responsabilités au pouvoir quand les éléphants auront des ailes » ou encore Laurette Onkelinx (présidente de la fédération bruxelloise du PS) « Nous ne sommes pas comme le PTB, nous avons une conception différente de la liberté ». Saluons toutefois la démarche de Catherine Moureaux (PS) de Molenbeek qui rompant avec le discours de Di Rupp, a lancé un appel à discuter un programme de majorité avec le PTB. Sa démarche, rompant avec le Président du PS a créé du coup des émules ailleurs au sein du PS et un dialogue s'installe.

Cette édition du DR sera à l'impression avant qu'on ne connaisse le résultat des discussions à propos d'alliances possibles du PTB avec la majorité socialiste que ce soit à Charleroi, à Liège, à Molenbeek... Le fait que le PTB ait réclamé de prendre son temps et de mettre en avant le respect de son programme lors des négociations montre que ce parti veut que les éventuelles alliances reposent sur des engagements sérieux et vérifiables et pas seulement sur la vague d'un rejet.

À ce sujet, la campagne « qui enflé » au Nord du pays, moyennant une grande complaisance des médias, comparant toute alliance avec le PTB à la rupture d'un cordon sanitaire, démontre la panique qui hante la droite réactionnaire. Elle cherche à mettre dans le même sac l'extrême droite néo-fasciste et une vraie gauche qui à la différence du PS ne cherche pas à s'accommoder du système dominant mais à rompre avec lui. Ce genre de campagne montre que le chemin sera semé d'embûches.

Ces résultats étaient attendus non pas par les instituts de sondages, ils étaient attendus par la jeunesse (n'oublions pas qu'il y avait près de 600.000 primo-votants). Ils étaient attendus par les couches populaires qui en ont ras-le-bol des mensonges des milieux gouvernementaux (MR pour le niveau fédéral, CDH-MR pour le niveau wallon et PS pour les niveaux wallons et bruxellois). Voilà d'ou viennent ces résultats qui n'ont rien donc de surprenant. ■





Le bilan social du gouvernement Michel I^{er}

Martin Willems, Secrétaire permanent CNE

On se souvient que, fin de l'année 2005, le « pacte des générations » avait provoqué une mobilisation syndicale résolue. Cette réforme, sur un air bien connu (activation des travailleurs âgés sous prétexte de solidarité entre générations) était finalement mi-figue, mi-raisin, rendant -déjà- plus difficile l'accès à la prépension, mais comportant aussi quelques évolutions positives (généralisation de l'outplacement et des cellules pour l'emploi en cas de restructuration, maintien de l'indemnité de prépension en cas de reprise du travail). Avec le recul, cette réforme paraît bien modérée et anodine quand on la compare au catalogue des horreurs des mesures prises par le gouvernement Michel I^{er}.

Un mouvement social rouillé

Et pourtant l'indignation syndicale n'a pas été en proportion. Sauf les mobilisations de fin 2014 (dans la foulée de la mise en place du gouvernement), les mesures prises n'auront été contestées que par des mobilisations espacées. Comme si un départ sur les chapeaux de roue avait essoufflé précocement la bête, et qu'elle n'était plus capable ensuite que d'un long rôle résigné peu susceptible de remettre ces plans en cause.

Palmarès

À additionner les mesures prises depuis 2015 en matière sociale, le bilan est cau-

chemardesque; il n'est pas inutile de les grouper et de les lister pour mieux en voir l'ampleur

• Fins de carrière :

- Recul à 67 de l'âge de la pension
- Recul de l'âge de la prépension et obligation de disponibilité des prépensionnés
- Recul de l'âge du crédit-temps de fin de carrière

• Salaires :

- Saut d'index
- Révision de la loi sur la compétitivité de 1996. Outre que la « norme salariale » devient une interdiction d'augmenter les salaires, la faible marge d'augmentation autorisée est encore automatiquement amputée lorsque, sur la période précédente, les salaires ont quand même augmenté plus que ce qui était autorisé.

- Remise en question des barèmes à l'expérience professionnelle ; dorénavant les augmentations salariales ne pourraient dépendre que du « mérite », donc de l'arbitraire de l'employeur.

• Licenciement :

- Diminution de l'indemnité de rupture en cas de licenciement en début de carrière.

• Activation des malades – trajet de réintégration

• Sécurité sociale :

- Mise en péril du financement par la diminution drastique des cotisations sociales patronales

- Chômage : suppression de l'allocation d'insertion pour ceux qui arrivent après 25 ans sur le marché de l'emploi, augmentation de la dégressivité des allocations, extension de la notion d'emploi convenable

• Flexibilité :

- Suppression du crédit-temps sans motif (anciennement pause carrière)
- Augmentation des possibilités de prestation d'heures supplémentaires, et même de les payer au lieu de les récupérer (soit une augmentation du temps de travail)

- Le soi-disant « droit à la déconnexion » crée le flou dans une loi qui était pourtant très claire et renforce, contrairement à l'objectif proclamé, le sentiment d'obligation de rester connecter.

• Nouvelles formes d'activité en marge du droit du travail :

- Extension des flexi-jobs
- Loi de Croo et défiscalisation des revenus des activités complémentaires (volontaire rémunéré, travail associatif, services de citoyen à citoyen, économie « collaborative »)

Soyons de bon compte : certaines de ces évolutions ont été initiées sous le gouvernement précédent (gouvernement Di Rupo) : invention des flexi-jobs, limitation dans le temps des allocations d'insertion, exclusions du chômage.

Mais Michel I^{er} aura abondé dans cette ébauche avec détermination, avec morgue et sans vergogne aucune.

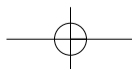
Un spectre hante l'Europe : l'inflation des salaires

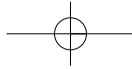
Car, oui, l'ensemble des mesures en matière sociale du gouvernement Michel I^{er} ont une vraie cohérence. Le fil conducteur qui les explique toutes est la volonté de contenir toute augmentation des salaires.

En effet les dirigeants capitalistes – dont ce gouvernement est le fidèle valet – ont une peur immense : que bientôt apparaissent des tensions sur le marché de l'emploi, qu'il n'y ait plus suffisamment d'« armée de réserve » de chômeurs pour contenir les prétentions des actifs, et que cette situation conduise à une augmentation générale des salaires. Cela mettrait fin à leur âge d'or, ces quarante ans pendant lesquels la part de la valeur ajoutée allant au capital plutôt que dans les salaires n'a fait que croître. Cette restriction de l'offre de travail est en effet prévisible, pour de simples raisons démographiques. La vague du « baby-boom » quitte progressivement le marché du travail, et n'est pas remplacée par autant de jeunes travailleurs.

Politique de l'offre

Pour contenir les salaires, le gouvernement a deux recettes :





- D'une part prendre des mesures pour attaquer directement le niveau des salaires et imposer leur stagnation par la loi. Dans cette veine s'inscrivent les mesures de saut d'index, de remise en cause des barèmes, de norme salariale avec rétroaction, etc.

- D'autre part augmenter à tout prix le nombre de travailleurs potentiels et donc l'offre sur le marché de l'emploi, même en absence de plus d'emplois à occuper de manière à, jouant sur la concurrence, faire pression (à la

baisse) sur les salaires. En effet, trop de travailleurs par rapport aux emplois disponibles signifie une stagnation voire une diminution du prix du travail. On revient donc au bon vieux principe d'armée de réserve du capitalisme : la masse des demandeurs d'emploi sans affectation. Et, au besoin, on augmente le volume de cette armée. C'est le sens de toutes les mesures qui visent à mettre sur le marché de l'emploi ceux qui ne travaillent pas ou pas assez aujourd'hui, et maintenir un haut taux de chômage :

- Forcer les travailleurs âgés à rester sur le marché de l'emploi en reculant l'âge de la retraite, en baissant le niveau des pensions et en attaquant systématiquement tous les mécanismes permettant de quitter précocement le marché du travail : crédit-temps de fin de carrière, prépension, etc.
- Forcer les malades à revenir le plus vite possible sur le marché du travail, même si cela signifie qu'ils perdent leur emploi. En effet, avec le « trajet de réintégration », si le médecin du travail estime que le travailleur en convalescence peut revenir au travail mais que la fonction qu'il occupait avant son incapacité nécessite pour cela des aménagements (rythme ou horaires de travail, charge, outils, formation, etc.), alors l'employeur peut choisir de licencier (sans indemnité) le travailleur qui se retrouve dès lors physiquement ou psychologiquement affaibli et... chômeur.
- Favoriser le travail des étudiants, autre armée de réserve mobilisable. Armée

d'autant plus utile que le travail des étudiants s'apparente souvent à du dumping social par rapport aux travailleurs ordinaires : moindre fiscalité

On peut aussi citer les mesures qui visent à faire travailler plus longtemps ceux qui travaillent déjà :

- Augmenter les heures supplémentaires payées et non récupérées (loi Peeters), pour faire travailler plus chaque travailleur.

- Créer un flou entre vie privée et vie professionnelle, par un soi-disant « droit à la déconnexion » qui revient en fait à créer un sentiment d'obligation de rester connecté.



Comment nous vend-on cette soupe ?

et parafiscalité, plus grande flexibilité, barèmes moins élevés, etc. Les mesures se sont multipliées pour favoriser le travail étudiant : comptage en heures et non plus en jours (ce qui revient à augmenter le nombre de jours où un étudiant peut travailler) ; statut d'étudiant-entrepreneur (le statut indépendant pour l'étudiant)...

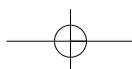
- Créer des formes de travail « informel », en dehors de toute règle du droit social. Avec les flexi-jobs, avec la loi « De Croo » et la défiscalisation du revenu des activités complémentaires, ceux qui ne travaillent pas, peu ou plus (femmes au foyer, pensionnés, personnes exclues des circuits de mise à l'emploi) peuvent arrondir leurs fins de mois avec de petits jobs d'appoint, sous-payés, sans couverture sociale, et par la même occasion être utilisés comme une concurrence déloyale par rapport aux travailleurs sous statut « normal ».
- Augmenter la pression sur les chômeurs pour qu'ils soient moins exigeants sur les conditions d'un nouvel emploi : c'est le but de la dégressivité accrue des allocations de chômage. En accroissant la diminution, de mois en mois, des allocations de chômage, on crée chez le demandeur d'emploi un sentiment d'urgence pour le pousser à accepter n'importe quel emploi. Dans le même esprit : l'élargissement de la notion d'emploi convenable (l'offre d'emploi que le chômeur ne peut pas refuser sous peine de sanction dans le paiement de ses allocations)

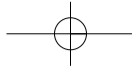
Évidemment, le gouvernement ne va pas proclamer qu'il veut réduire les salaires. Ce serait peu populaire. Aussi prétend-il que son objectif est la création d'emplois, et que la diminution du coût du travail fera diminuer le chômage.

Sauf que ce raisonnement repose sur une hypothèse fautive : que de bas salaires favoriseraient la création d'emploi. Notre économie est très ouverte, nous dit-on ; de plus hauts salaires renchériraient nos exportations qui ne se vendraient plus. Sauf que le Luxembourg a une économie plus ouverte que la Belgique. De même la Suisse que la France. Le niveau des salaires est bien plus haut dans le premier pays que le deuxième, et le chômage plus bas.

Et qu'est-ce que cette politique économique qui miserait tout sur les exportations et le « low cost », alors que le défi climatique nous dicte de relocaliser nos économies et le bon sens de miser sur la qualité ?

Ce que ce gouvernement cherche, ce n'est pas de créer plus d'emplois, mais de maintenir un taux de chômage, de précarité et de pauvreté suffisant pour pressurer les travailleurs. Le résultat des élections communales semble montrer que nos concitoyens l'ont compris. Espérons que ce sera encore plus le cas en mai prochain. Car un gouvernement Michel II enfoncerait les derniers clous de nos cercueils. ■





Impérialisme et immigration

Roland Marounek

Mis en opposition avec les dits 'populistes', les dirigeants 'démocratiques' européens apparaissent, dans le récit obligé de la classe médiatique, comme les garants de « nos valeurs », les remparts contre « les heures les plus sombres de notre histoire ». Dans la réalité quotidienne de millions de travailleurs, ces mêmes dirigeants apparaissent plutôt comme les courroies de transmission dociles du grand capital, et les garants du maintien de l'ordre social au profit de l'infime partie toujours plus riche de la société. Ces deux réalités ne se rencontrent pas.

De la sorte, dans la crise des réfugiés, il est interdit de penser autrement qu'en grands termes humanistes abstraits, la générosité vs l'exclusion égoïste et irrationnelle, la solidarité vs le repli xénophobe. D'un côté les Bons, les Verhofstadt, Macron, Merkel... et de l'autre les Mauvais, les proto-fachos caricaturaux, les Orban, Le Pen, Salvini... de bienvenus épouvantails. Ce scénario ne met en avant que les aspects moraux et évite soigneusement les points centraux : les guerres néocoloniales et leurs enjeux d'ordre économique.

Sainte Angela

Lorsque la chancelière Angela Merkel décide d'ouvrir ses frontières à près d'un million de réfugiés, toute la presse salue unanimement son courage et sa générosité. « Merkel a montré l'exemple et rappelé l'Europe à ses devoirs », comme le dit le Nouvel Obs.

C'est pourtant particulièrement déplacé : Merkel en ouvrant le pays aux réfugiés ne fait que répondre aux demandes du grand patronat allemand. C'est clairement exprimé par exemple par le président de la Fédération allemande de l'Industrie : « *L'Allemagne, pays dont la population est vieillissante, a besoin de main-d'œuvre qualifiée étrangère. En raison de notre évolution démographique, nous assurons de la croissance et de la prospérité avec l'immigration* »¹.

L'Allemagne pompe littéralement à son profit les forces vives, bien entendu les plus qualifiées d'abord, notamment de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, qui seraient tellement nécessaires pour la reconstruction de leurs propres pays détruit par l'impérialisme même. Et c'est d'autant plus cynique de vendre cela pour de l'humanisme, et d'autant plus curieux de voir une grande partie de la Gauche s'émouvoir devant tant de bonté de Mère Angela...

L'appel insistant à la « générosité » de la part des tenants de la classe dirigeante et de ses médias, en même temps qu'est stigmatisé l'égoïsme du bas peuple ignorant « craignant l'étranger », est très clair. En novembre 2000, une communication de la Commission européenne préconisait d'« *ouvrir les canaux de l'immigration légale à destination de l'Union aux travailleurs migrants... compte tenu de la contribution positive que les migrants peuvent apporter au marché de l'emploi, à la croissance économique et à la pérennité de nos systèmes de protection sociale* ». En janvier 2005, elle publiait un « livre vert » sur une « *approche communautaire de la gestion des migrations économiques* », qui préconise d'« *encourager des flux d'immigration plus soutenus pour couvrir les besoins du marché européen du travail et assurer la prospérité de l'Europe* ». Prospérité occi-

dentale aux dépens de la misère du reste du monde, juste bonne à fournir des matières premières, qu'elles soient humaines ou matérielles.

En Allemagne ont été créés les mini-jobs à 0,80 euro de l'heure, sous masque d'accueil des réfugiés. Dans les autres pays d'Europe également, le patronat peut espérer que le travailleur immigré se montre plus docile et tire les conditions salariales vers le bas, – et c'est exactement ce qui se passe. Georges Pompidou l'exprimait sans détour dès les années

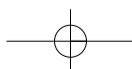
1960 : « *L'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale* »².

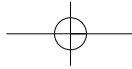
Lorsqu'elle parle d'immigration, la pensée dominante évite soigneusement de viser la responsabilité des guerres néocoloniales.

L'extrême-droite, la seconde mâchoire du piège

Comment s'étonner que le 'bas-peuple' finisse par se révolter contre cette situation qui se joue contre eux ? Et il le fait et le fera inévitablement sans considération de la 'bien-pensance' dominante. Pourquoi s'étonner de la montée de groupes identitaires, racistes ou ouvertement fascistes, alors que la gauche place le débat uniquement sur la générosité, la solidarité moralement requise, les bons sentiments ?

Les gouvernements européens se trouvent tiraillés entre les besoins du capital et le ressentiment de leurs électeurs, mais la présence de l'extrême-droite permet d'escamoter la réalité économique, et fait présenter l'alternative comme étant uniquement entre repli identitaire et européisme libéral. Les groupuscules style *Schild en Vrienden*, ou les nazillons de Chemnitz ne représentent vraisemblablement pas une menace réelle à très court terme. Par contre ils sont très utiles au pouvoir dans leur rôle de repoussoir et pour inciter les gens à se résigner à une politique anti-sociale dictée par l'Europe. Les der-





nières élections en France étaient, à cet égard, symptomatiques.

Faire supporter par le peuple les conséquences des pillages impérialistes

La véritable 'attitude humaniste' ne devrait pas simplement relever de la compassion pour les milliers de migrants qui tentent d'arriver en Europe au péril de leur vie³, mais bien de comprendre les causes réelles de cette situation et d'agir concrètement contre elles.

En février 2011, tous les partis démocratiques, à commencer par la dite 'gauche' PS et Écolo, applaudissaient bruyamment à la participation belge à la destruction de la Libye par l'Otan, sous des alibis humanitaires fabriqués⁴. Les conséquences tout à fait prévisibles sont aujourd'hui évidentes. La Libye était, en octobre 2010, le pays présentant l'indice de développement humain le plus élevé de l'Afrique. Des milliers de ressortissants de pays en guerre y avaient trouvé un asile de fait et y avaient construit leur vie. Officiellement 700.000, probablement plus d'un million d'Africains subsahariens y trouvaient de quoi faire vivre leurs familles restées au pays. La destruction de la Libye par les bombes de l'Otan – avec la fière participation des F16 belges –, la remise du pays aux mains de milices islamistes et racistes, a été une catastrophe qui dépasse largement la seule Libye, mais s'étend à une grande partie du continent africain.

En Belgique, seuls les communistes (PC et PTB) s'étaient élevés à l'époque contre cette guerre.

Des millions d'Irakiens ont fui, et continuent à fuir un pays dévasté, en proie à la pauvreté, au chômage, à l'insécurité, où les attentats terroristes sont tellement banals qu'on les évoque à peine aux infos. Qui se rappelle encore qu'avant 1990, l'Irak était un pays riche, instruit et développé, dont le système de soins de santé était le plus avancé du Proche-Orient ? Après les bombardements, douze ans d'embargo atroce – auquel a activement participé notre propre pays – puis l'invasion et l'occupation « pour installer la démocratie »,

ce système un très lointain souvenir. Le pays a été fermement ramené dans le sous-développement d'où il avait eu l'audace de vouloir sortir.

Depuis 2001, l'armée US et l'Otan occupent et bombardent l'Afghanistan et une partie du Pakistan. Aujourd'hui, 17 ans plus tard, le flux de réfugiés en provenance de ces pays ne cesse de gonfler. Qui se pose des questions ? Au fil des années, une propagande merveilleuse – lutte contre le terrorisme, reconstruction, écoles, émancipation... – s'est peu à peu dissipée pour laisser apparaître la réalité crue. Gabegie, corruption, financement de chefs de guerre alliés, et



enfoncement parallèle de la grande majorité du peuple dans la misère. Quant à la *lutte contre le terrorisme*, qui oserait encore en parler maintenant ! Les taliban sont bien plus puissants qu'au début de l'invasion, et Daech s'est installé dans le pays.

Au fil des années, peu de personnes doutent encore des véritables raisons de la guerre en Afghanistan : projeter les armées occidentales en Asie centrale, aux confins de la Chine et de l'ex-URSS. Le sort des peuples, quelle importance pour l'impérialisme ? Les pires fanatiques religieux, les USA les avaient soutenus, financés et armés dès 1979 pour faire échouer le socialisme en Afghanistan. Et c'est exactement la même politique qui est à l'œuvre en Syrie depuis 2011 ! Les peuples, ici et là-bas, recueillent l'héritage de cette politique.

La lutte contre les guerres impérialistes est la première réponse à la question des réfugiés

D'un côté, mainmise néocoloniale sur le tiers-monde étranglée par la dette, avec la mise en place de dirigeants complaisants (souvent sous menace de guerre civile), de l'autre agression militaire directe contre les pays résistant à cet ordre occidental, ou jugés menaçants pour leurs intérêts économiques : les milliers de Sénégalais, de Maliens, de Soudanais, et tant d'autres qui affrontent la mort en tentant de traverser la Méditerranée sont les victimes directes de 'notre' impérialisme ; les réfugiés ne sont pas les conséquences de mystérieuses catastrophes naturelles, contre lesquelles on ne sait rien faire, et pour lesquelles le petit peuple est tenu de montrer sa générosité, mais les conséquences des actions et des guerres de 'nos' bons gouvernements.

La véritable générosité, la véritable solidarité, ce serait en tout premier lieu d'arrêter de répandre le chaos dans le monde pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. En Belgique, concrètement, cela commence par sortir de l'Otan ; se désolidariser et refuser de participer aux opérations de déstabilisation, comme aujourd'hui en Syrie ; refuser la dépense folle de (minimum) 15 milliards dans des bombardiers F-35 pour aller bombarder d'autres Libye à venir ; refuser que 2% du PIB soient engloutis pour la guerre. Les sommes dégagées seront beaucoup plus utilement investies dans les services sociaux, le développement, pour le bien-être et la sécurité des populations, ici et là-bas.

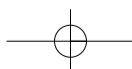
Mais la solution réelle passera par la sortie d'un système économique dont la finalité est l'accumulation des richesses entre les mains de quelques uns, au prix de l'exploitation du reste de l'humanité, et dont la conséquence nécessaire, inexorable, est la guerre, *aussi sûrement que la nuée porte l'orage*. ■

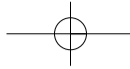
¹ http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=0204036074804&fw=1

² <https://www.alternatives-economiques.fr/quelques-reperes-chronologiques-politique-dimmigration-france/00015759>

³ Plus de 30.000 migrants ont disparu depuis 2011 en Méditerranée.

⁴ Lire les éditoriaux débats sur http://www.csotan.org/textes/doc.php?art_id=540&type=documents





Engie, l'État belge et son approvisionnement énergétique

Romain Gelin *

Le risque d'un blackout au cours de l'hiver prochain fait la une des médias depuis la rentrée de septembre. Retour sur le feuilleton nucléaire de cet automne et sur le cas « Engie ». En effet, fin septembre 2018, Elia, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité belge annonce que l'approvisionnement en électricité pourrait être interrompu, à moins de recourir à des délestages. Comme lors des hivers 2013 et 2014, des coupures de courant temporaires sont envisagées si la demande d'électricité dépasse la quantité disponible (produite en Belgique ou importée depuis les pays voisins): une situation dont la probabilité de se réaliser grandit en cas de chute des températures.

En cause, un parc nucléaire quasiment à l'arrêt à partir du 20 octobre 2018. La Belgique compte 7 réacteurs répartis dans 2 centrales. Ils produisent plus de la moitié de l'électricité du pays. Sur ces 7 réacteurs, 6 seront à l'arrêt au moins jusqu'au mois de décembre 2018, pour des raisons de sécurité et/ou de maintenance (voir tableau).

Les conséquences d'un blackout

Selon Elia, le déficit d'électricité se situe entre 700 et 900 MW, qu'il faudra importer depuis l'étranger (Allemagne, Pays-Bas, France). Ce surcroît d'énergie importée risque de faire grimper la facture d'électricité des Belges, tandis que dans le même temps les prix du gaz, du CO₂ et du charbon (notamment allemand, susceptible de

compenser la baisse de production belge) grimpent. Le coût de l'énergie pourrait tout simplement flamber dans les mois à venir pour les ménages belges. En cas d'importations insuffisantes, certaines zones géographiques pourraient faire l'objet de coupures. Le plan de délestage comprend 8 tranches. La tranche 8 sera la première privée d'électricité, puis la 7, la 6, etc. Les premières tranches (1, 2, etc.) seront les dernières, le cas échéant, à subir des coupures. C'est le cas notamment de Bruxelles et des grandes agglomérations du pays.

Outre les désagréments pour la population, l'économie dans son ensemble pourrait en pâtir. Infrabel, le gestionnaire du réseau ferré belge, a déjà annoncé qu'en cas de coupure d'une des tranches 1 à 7, c'est l'ensemble du réseau qui sera paralysé, l'entreprise ne souhaitant pas risquer de voir des trains remplis de voyageurs s'arrêter dans le noir, en plein hiver. Même dans le cas d'une coupure sur la seule

d'achat pour acheminer leurs marchandises, et certaines se trouvent justement en tranche 7. Ces centres disposent de systèmes de secours dont l'autonomie est de seulement quelques heures. Le risque est dès lors de voir la chaîne du froid rompue, même pendant quelques dizaines de minutes, et de perdre des quantités importantes de denrées stockées dans les réfrigérateurs des centrales et supermarchés.

Pourquoi 6 des 7 réacteurs sont-ils à l'arrêt ?

Officiellement, selon Engie, l'opérateur du parc nucléaire belge¹, les réacteurs de Tihange 1, 2 et Doel 4 sont fermés pour des raisons de sécurité liées à des problèmes mineurs (fissures dans bâtiment de secours), de même pour Doel 1 et 2 (fuite « de faible importance »). Une version confirmée par l'Agence Fédérale de Contrôle du Nucléaire (AFCN) : les dégradations constatées correspondent à une

Réacteur (capacité)	Etat	Cause de l'arrêt
Doel 1 (1.000 MW)	A l'arrêt. Avril – Décembre 2018	Fuite de faible importance dans le circuit d'eau de refroidissement de secours
Doel 2 (1.000 MW)	A l'arrêt Avril – Décembre 2018	Réacteur « jumeau » de Doel 1, fermé préventivement
Doel 3 (500 MW)	En fonctionnement - Redémarré en juillet 2018	Fissures. Dégradation du béton dans les parties (non nucléaires) abritant les équipements de secours
Doel 4 (500 MW)	A l'arrêt. Septembre 2018 - juin 2019	Fissures. Dégradation du béton dans les parties (non nucléaires) abritant les équipements de secours
Tihange 1 (500 MW)	A l'arrêt - Du 20 octobre au 20 Novembre 2018.	Remplacement du combustible utilisé au sein du réacteur
Tihange 2 (500 MW)	A l'arrêt. Septembre 2018 - juin 2019	Fissures. Dégradation du béton dans les parties (non nucléaires) abritant les équipements de secours
Tihange 3 (500 MW)	A l'arrêt. Septembre 2018 – Mars 2019	Fissures. Dégradation du béton dans les parties (non nucléaires) abritant les équipements de secours

zone 8, le trafic risque d'être fortement perturbé et seules les grandes lignes seraient dès lors desservies.

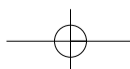
Comeos, le lobby de la grande distribution belge a également pointé le risque des délestages pour ses activités, notamment dans la tranche 7. Les enseignes de distribution passent en effet par des centrales

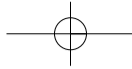
anomalie, l'échelon le moins grave sur l'échelle des problèmes du régulateur.

Tihange 1 est donc le seul réacteur arrêté de manière planifiée, pour le remplacement du combustible. Ceci n'a pas empêché la ministre fédérale de l'énergie de

¹ EDF Luminus dispose d'une part de 10 % dans les centrales de Tihange 2 et 3 & Doel 3 et 4.

* Chercheur au Gresea





s'interroger sur le calendrier choisi par Engie pour ces opérations de maintenance, en période de pic de demande. Engie risque de subir des pertes financières importantes du fait de la mise à l'arrêt de 6 réacteurs. Ces pertes seront partiellement compensées par la hausse des prix de l'énergie, pour partie due... à la mise à l'arrêt de ces mêmes centrales.

Il ne s'agit cependant pas d'un simple concours de circonstance, comme voudrait le laisser croire le fournisseur d'énergie. En janvier 2018, à propos du béton de Doel 3, l'AFCN évoquait un manque d'entretien par l'exploitant Engie/ Electrabel². Philippe Van Troeye, PDG d'Engie Benelux, filiale chapeautant Electrabel, reconnaissait récemment que les problèmes de dégradation du béton n'avaient effectivement pas été bien estimés pour 4 des 7 réacteurs en service³.

Une autre piste d'explication est apportée par un travailleur d'Engie, sous l'anonymat. Selon lui : « *Les bétons sont surveillés régulièrement dans ces centrales. Il y a toujours eu un suivi. Malgré des rapports de plus en plus alarmistes, on a décidé de ne rien faire à partir du milieu des années 1990, ce qui correspond à la prise de contrôle d'Electrabel par Suez. Le profit est vraiment devenu la priorité numéro un et on a décidé de postposer les investissements de maintenance le plus possible, et de les reporter d'exercice en exercice, tant que l'on n'est pas devant une situation catastrophique* »⁴.

Les taux de dividendes⁵ pratiqués ces dernières années au sein du groupe semblent corroborer cette version de la course aux résultats à court terme avec l'objectif de favoriser en priorité la rémunération de l'actionnaire. Depuis 2008, l'année du mariage entre GDF et Suez, la part des profits versée aux actionnaires est au plus haut, au détriment de l'investissement. La somme des bénéfices réalisés entre 2008 et 2017 s'élève à 9,04 milliards d'euros, celle des dividendes à 35,8 milliards

Le nucléaire à la peine

Le secteur du nucléaire est moribond depuis plusieurs années. Areva a été démembré en 2016, EDF accumule les dettes et les difficultés dans le nucléaire (parc français et EPR), l'américain Westinghouse s'est déclaré en faillite en 2017 tandis que les acteurs japonais, notam-

ment TEPCO, ne se sont toujours pas remis de l'épisode Fukushima. Dans ce contexte, un désengagement d'Engie du nucléaire en Belgique n'est pas à exclure, Electrabel ayant été préalablement vidé de ses actifs. Le groupe serait alors incapable de faire face à ses engagements. Avec la perspective de la sortie de l'atome à l'horizon 2025, le parc nucléaire risque en effet de devenir un poids mort. Engie devra assumer le coût de la fermeture de centrales qui ne lui procureront plus aucune recette.

Le groupe a déjà rapatrié deux filiales rentables d'Electrabel vers la maison mère (Compagnie Nationale du Rhone et Société Hydroélectrique du Midi) et transféré 1,6 milliards d'euros vers le siège en 2017. Engie tente également de renégocier avec le gouvernement le montant des provisions pour le démantèlement des centrales et l'enfouissement des déchets. Un montant revu à la hausse par l'ONDRAF (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies): de 10,9 à 15,1 milliards d'euros⁶, sans parler de l'inconnue concernant le retraitement des combustibles pour lequel des sommes devront être débloquées jusqu'en 2120⁷ ! Additions qui répercuteront finalement sur le portefeuille des contribuables.

Quelle politique énergétique en Belgique?

Doit-on pour autant tenir Engie/Electrabel pour seul responsable de l'instabilité énergétique qui touche la Belgique ? La gestion des centrales par la multinationale et sa politique orientée vers le profit semblent en cause. Néanmoins, la sortie du nucléaire a été votée il y a 20 ans par le parlement belge, en 1999, puis repoussée de 10 ans en 2009. Les dernières centrales doivent fermer en 2025, dans moins de 7 ans, c'est-à-dire demain.

Malgré le calendrier prévu, les gouvernements successifs (toutes majorités confondues) se sont contentés de repousser l'échéance sans vision à long terme, nous conduisant aussi à la situation actuelle.

Dans le même temps, les récents rapports du GIEC et les conférences sur le climat successives indiquent que le modèle actuel n'est pas soutenable en vue de rester sous le seuil des 2°C de hausse des

températures. Les risques de blackout de ces dernières années montrent quant à eux que le modèle basé sur 50% d'électricité nucléaire ne garantit pas la sécurité d'approvisionnement et laisse planer de



gros doutes sur son financement à moyen-long terme.

Les années qui viennent seront donc cruciales dans la réorientation de nos modèles de production et de consommation d'énergie. Le développement des renouvelables et les politiques de réduction de la consommation d'énergie sont une partie de la solution, nécessaire, mais probablement pas suffisante.

Plusieurs points restent en suspens. Faut-il tout d'abord poursuivre dans le nucléaire, une énergie certes décarbonnée au niveau des centrales, mais dont les coûts explosent. En outre, nous n'avons pas de réponses satisfaisantes quant à la sécurité des installations ni à la gestion des déchets. Doit-on dès lors rouvrir des centrales à gaz pour assurer l'approvisionnement comme le prévoit le gouvernement actuel, au risque d'accroître les émissions de CO₂ ? Doit-on mettre en chantier une véritable politique de décroissance ? L'équation n'est pas si simple à résoudre...

Peut-être devrions-nous commencer par exiger un débat démocratique sur ces questions, (re)considérer l'énergie comme un service public, un bien commun, et y consacrer les investissements nécessaires dans le but de répondre au défi climatique et de garantir un approvisionnement en énergie abordable pour tous. ■

² lesoir.be, 4/1/2018

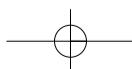
³ lalibre.be, 6/10/2018

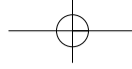
⁴ rtbf.be, 28/9/2018

⁵ Les bénéfices de l'entreprise sont répartis entre investissements et dividendes. Le taux de dividendes est la part des bénéfices reversée aux actionnaires.

⁶ Lecho.be, 13/3/2018

⁷ lecho.be, 9/10/2018





Déresponsabilisation des élites et « irresponsabilité » des travailleurs

Bernard Lefevre

Les tergiversations et autres péroraisons de madame Marie-Christine Marghem quant à sa gestion de nos approvisionnements en électricité sont révélatrices d'une tendance de fond qui, si elle n'est pas neuve, semble se développer, et pas seulement dans la sphère politique. Souvent, les « décideurs » se parent des responsabilités qu'ils doivent assumer, lorsqu'il est fait mention de leurs plantureux émoluments et autres privilèges liés à leur fonction. Or quand leur responsabilité est engagée, le réflexe est de rechercher un bouc émissaire, un fusible, afin de se dédouaner des dites responsabilités. Machiavel, sors de ce corps ! Malheureusement, nous devons constater que cette involution a gagné le monde de l'entreprise...

La sécurité est la priorité des priorités

C'est le nouveau mantra de l'entreprise moderne : tolérance zéro en matière d'accident, avec le noble dessein que chaque « collaborateur » finisse en aussi bonne santé son travail qu'il ne l'a commencé. C'est la raison pour laquelle elle compte agir sur le comportement des travailleurs – dans et en dehors du lieu de travail ! – afin qu'il intègre la « culture sécurité » dans tous les gestes de la vie quotidienne. En filigrane, ces bonnes dispositions des employeurs envers leur personnel, mais aussi leurs cocontractants, cachent une vision réductrice de ces derniers : des êtres incompetents et irresponsables, incapables d'assurer par eux-mêmes leur santé physique et mentale, ainsi que celle de leurs collègues.

Pour corriger cette incomplétude du subordonné lambda, ce dernier doit être pris par la main dès son entrée dans l'enceinte de l'entreprise. Des règles et procédures régissent en effet dès le passage du seuil son parcours vers son poste de travail. Cela va de l'obligation de se garer en marche arrière dans le parking (« Toutes les études attestent que cela évite beaucoup d'accrochages et nous sommes la dernière filiale du groupe à ne pas avoir appliqué cette obligation ») et de tenir la rampe lorsque l'on emprunte les escaliers. S'ajoutent à cela toute une série de recommandations visant la vie privée du travailleur et de sa famille (port des moyens de protection quand on tond sa pelouse, ne pas téléphoner en conduisant, disposer d'une couverture anti-feu dans sa cuisine...)

La carotte et le bâton

Gare au travailleur qui aurait l'heur de ne pas respecter les sacro-saints principes édictés par l'employeur ou le groupe dont il dépend (Les règles générales de prévention émanent le plus souvent de la maison-mère et sont incontestables, même si elles ne sont pas adaptées aux réalités du terrain) ou de se blesser à cause de leur inobservance ! Il serait alors mis au ban de l'organisation, son comportement dénoncé comme étant inacceptable et son avenir professionnel, si pas interrompu, fortement compromis (cela laisserait des traces indélébiles et durables).

L'employeur met d'ailleurs en place, dans cet esprit de « culture sécurité », un système de sanctions/récompenses qui favorise officiellement l'adhésion et la participation des travailleurs à sa politique de prévention, mais qui a pour conséquence, insidieusement, de développer la délation et les conflits entre collègues.

Infantilisation et déshumanisation

Tous les événements, même les plus insignifiants, devant être déclarés, cela instaure une pression continue sur les travailleurs, paralysés par la peur de mal faire et le risque d'être dénoncés s'ils

prennent des libertés par rapport à une règle inappropriée. Le travail prescrit doit ici prendre le pas sur le travail réel. Et l'expérience et le bon sens des travailleurs ne sont pas de mise dans un tel contexte.

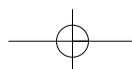
Cependant, le système n'est pas aussi figé qu'il n'y paraît de prime abord. Il y a des possibilités de dérogations qui seront alors demandées par le travailleur (« Quel emmerdeur celui-là ! ») et/ou sa hiérarchie directe (« Il n'a rien d'autre à faire ? ») et qui suivra le cours tortueux de la bureaucratie pour le plus fréquemment demeurer sans réponse. Quand est-ce que l'on travaille et comment ? Voilà les questions qui expliquent sans doute le mal-être du monde du travail.

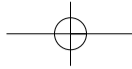
Enfin, dans le même esprit de désintégration du lien social sur les lieux de travail, toute forme de sociabilité est proscrite : plus de pot de départ (les retraités quittent aujourd'hui l'entreprise comme des voleurs, dans l'indifférence générale), plus de repas conviviaux lors des fêtes patronales ou de la remise des médailles du travail... Il s'agit d'activités accidentogènes, appartenant à une période révolue, où il était toléré – ce qui est inconcevable pour nos nouveaux moralistes – de consommer des boissons alcoolisées sur le lieu de travail ! La prohibition réinventée et l'asociabilité institutionnalisée...

Quand l'accident survient

Malgré tous leurs efforts pour prévenir l'imprévisible (vaste programme !), nos grands experts en sécurité perdent tout contrôle lorsqu'un accident arrive. On assiste alors à une course de poulets sans tête : descente immédiate sur les lieux, interrogatoires des victimes (coupables ?) et des témoins (complices ?). Et ce dans le seul but de pouvoir invoquer la responsabilité des « faisants », afin de dédouaner les « pensants ». « Nos règles sont bonnes, ce sont les travailleurs qui ne les respectent pas qui sont victimes d'accidents. »

suite page 14





Dégressivité pour les chômeurs, cadeaux fiscaux pour d'autres

Guy Stroobant

C'est dans un contexte général d'accroissement des inégalités, que le gouvernement fédéral a annoncé, le 24 juillet dernier, un nouveau train de mesures destinées à accélérer la dégressivité des indemnités de chômage des travailleurs sans emploi. Depuis la réforme de novembre 2012, la dégressivité des allocations de chômage est organisée en trois phases, la durée de chacune d'elles dépend de différents paramètres, comme le passé professionnel ou la situation familiale.

Les mesures gouvernementales prises en juillet dernier consistent à augmenter légèrement les allocations des 6 premiers mois, ce qui permet au gouvernement d'essayer de nous vendre son projet comme « social », mais la dégressivité est notablement accélérée au cours de la deuxième phase, amenant rapidement les allocations en troisième phase où les allocations sont réduites à un forfait inférieur au seuil de pauvreté.

Les chômeurs de longue durée seront astreints à prêter « un service à la collectivité » constituant un volant de main d'œuvre à très bas coût, sans aucune possibilité de contestation, qui va représenter une concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises employant une main d'œuvre protégée par les lois sociales. Le prétexte avancé par le gouvernement pour justifier ces mesures, est qu'elles sont censées pousser les demandeurs d'emploi à chercher plus activement un emploi. La véritable intention est de déforcer le travailleur candidat à la reprise d'un emploi, face à un employeur potentiel.

Cet employeur, connaissant la menace que les mesures gouvernementales font peser sur le travailleur postulant, va pouvoir lui imposer ses conditions, tant du

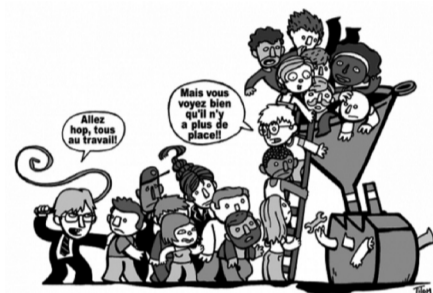
point de vue salarial, que des conditions de travail. Le fond du problème est ailleurs, c'est la rareté de l'emploi. L'équation est simple : 490.318 travailleurs sans emploi pour 135.000 postes vacants. Pourquoi les fameux emplois vacants ne sont-ils pas pourvus ? Les emplois nouvellement créés sont des emplois précaires : 53% sont des emplois à temps partiels, et on assiste entre 2004 et 2017 à une explosion du nombre des « contrats d'un jour », passant de 5.047 en 2004 à 16.081 en 2017.

Non, « traverser la rue » ne suffit pas pour trouver un emploi décent ! Un effet collatéral prouvant la précarisation croissante des travailleurs avec ou sans emploi, est l'afflux des personnes précarisées vers les CPAS ; ils ont subi au cours de ces cinq dernières années, une augmentation de 27% de personnes aidées. Conséquence de la précarisation : les chiffres de la FGTB montrent qu'entre 1995 et 2016, la part des salaires belges dans le secteur privé, en pourcentage du PIB est passée de 64% à un peu moins de 60%.

Bruno Bauraind, secrétaire général du GRESEA (Groupe de Recherche pour une Stratégie Alternative), montre que la part croissante de la richesse produite accaparée par le capital, contrairement aux fables répandues par les milieux ultralibéraux, n'est pas vertueusement redirigée vers des investissements productifs. Il montre que la fameuse « théorie du ruissellement », qui inspire visiblement la politique gouvernementale, n'a aucun fondement scientifique. Cette théorie consiste à dire : « *gavez les riches, car ainsi les miettes qui tomberont (ruisselleront) de leur table seront d'autant plus grosses pour les pauvres qui les ramasseront* ». En des termes plus académiques, cette théorie prône un transfert accru de richesses vers les détenteurs du capital, car la demande d'articles luxueux ainsi créée par leur consommation, percolera dans la société, et créera de l'emploi.

Appliquer cette théorie revient à asservir l'économie d'une société aux goûts de luxe futiles des possédants au mépris complet des besoins sociaux réels de

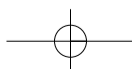
l'écrasante majorité des populations. En fait, cette théorie du « ruissellement » est également antiéconomique : si on répartit équitablement le pouvoir d'achat, principalement au bénéfice de ceux dont il est le plus faible, au lieu de le concentrer entre les mains des possédants, on crée un appel de consommation et on crée,

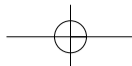


comme pendant les trente glorieuses, un cercle vertueux production-consommation, tout en prenant en compte les besoins réels du plus grand nombre.

Cette théorie caricature une tare fondamentale du capitalisme : pour qu'un besoin humain soit pris en considération, il faut qu'il constitue un « marché solvable », par contre, les besoins humains criants de la majorité sont ignorés s'ils ne représentent pas un « marché solvable ». Le service d'études du PTB a fait paraître le Top 50 des entreprises qui bénéficient le plus de la mansuétude de la fiscalité belge. Selon cette étude, basée sur des chiffres de la Banque Nationale, les 1000 sociétés les plus bénéficiaires de Belgique paient un taux d'imposition moyen de 12,6%, et parmi elles, 50 sociétés ont payé 2,6% d'impôts, alors qu'une taxation de 33,99% devrait être d'application selon la législation. Et pour montrer une fois de plus l'absence de crédibilité du « réinvestissement vertueux » des richesses captées par notre « élite économique » : l'an dernier, 853 entreprises belges ont envoyé plus de 221 milliards d'euros vers des paradis fiscaux selon le journal *Le Soir* citant les statistiques du SPF finances.

Il y a de l'argent pour l'économie casino, au risque d'accroître l'instabilité de l'économie mondiale, mais pas pour les allocations sociales et l'économie réelle !■





International

Le Drapeau Rouge

suite de la page 12

Un exemple pour étayer par l'absurde ce constat : un travailleur qui a perdu l'équilibre à cause d'un caillebotis branlant (responsabilité de l'employeur) et s'est blessé à la main dans sa chute, s'est vu reprocher de ne pas porter de gants de protection (responsabilité du travailleur). Quand les conclusions ne sont pas favorables à l'employeur, les responsabilités sont inversées en s'attachant à la conséquence plutôt qu'à la cause. Kafka n'est pas loin... S'ensuivent alors moult séances d'information, de messages sur l'in-

tranet, voire d'élaboration de règles complémentaires (dans notre exemple, obligation de porter des gants tout le temps dans certaines zones, quelle que soit la tâche effectuée), qui transforment le manuel de sécurité en un millefeuille indigeste que plus personne ne maîtrise.

Le CPPT dans tout cela ?

Le Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT) est l'organe paritaire de concertation compétent pour les matières relatives à la prévention des ris-

ques liés au travail. Or il est souvent mis devant le fait accompli par l'édiction et l'imposition de règles venues d'ailleurs. Il s'agit d'un défi important pour les syndicats et leurs délégués de terrain de faire respecter les prérogatives du CPPT en matière de prévention des risques et de participation à la politique de l'entreprise en ce domaine. Pour ce faire, il faut au minima, pour les délégués, qu'ils connaissent et maîtrisent les dispositions légales et les fassent respecter. C'est une question de crédibilité, voire de survie pour le CPPT et ses membres. ■

Elections au Congo : derrière le labyrinthe électoral

Tapé Groubera

Le président de la République Démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila aura passé l'essentiel de son second et dernier mandat, au lendemain d'élections contestées, à chercher comment mieux organiser l'héritage de son règne.

Les premières manœuvres de recherche de légitimité furent les concertations nationales organisées en septembre 2013, visant à intégrer des membres de l'opposition dans ce processus et à en attirer certains dans un gouvernement d'union nationale. Ces concertations ont partiellement atteint leur but, sous le regard déterminé et narquois d'Etienne Tshisekedi qui les boycotta. Il s'agissait pour Kabila d'essayer de changer la constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat, interdit par celle-ci.

N'arrivant pas à acquérir cette légitimité, il s'est tourné vers une quête de temps qui lui permettrait d'aller au-delà du 31 décembre 2016, date sanctionnant la fin de son dernier mandat. Il organisa alors un dialogue sous l'égide d'Edem Kodjo, secrétaire général de l'Union Africaine et ancien premier ministre togolais, dialogue mort-né suite au boycott de l'opposition. Il n'eut alors que le temps de nom-

mer un Premier Ministre dissident (Samy Badibanga) en activité jusqu'aux accords de la St Sylvestre (31 décembre 2016) qui lui permettront d'exercer une année supplémentaire au pouvoir et d'organiser les élections.

Le 1 février 2017, Etienne Tshisekedi meurt à 84 ans, sans laisser d'héritier. Après une bataille désorganisée au sein de l'opposition congolaise, c'est finalement Bruno Tshibala qui est désigné grâce au talent de manipulateur de Kabila, provoquant un énième schisme au sein de l'UDPS (L'Union pour la démocratie et le progrès social parti d'opposition fondé par Tshisekedi). Le 31 décembre 2017, sans que les élections aient eu lieu, c'est la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) qui se déclare apte pour les organiser pour ce 23 décembre 2018. La CENI est présidée par Corneille Nangaa, que beaucoup voient comme inféodé à Kabila. C'est donc dans ce climat délétère qui semble arranger les affaires de la présidence puisque deux ans après la fin de son mandat constitutionnel, Joseph KABILA est toujours assis sur son fauteuil que se dérouleront les prochaines élections.

Pendant ce temps l'opposition avec son candidat Tshibala, censé battre le dauphin de Kabila, Emmanuel Shadary, semble perdue dans ses contradictions. La candidature de Shadary semble cependant opérationnelle, riche des caisses de l'état. En attendant, la situation à l'est du pays est catastrophique, des gens sont tués quotidiennement, des femmes et des enfants subissent les pires sévices par une multitude de groupes armés au service de multinationaux étrangers occupés à piller les minerais précieux dont le coltan, qui alimentent smartphones, voitures électriques et autres produits dans le monde entier.

Le Congo est donc très loin d'avoir réussi à prendre le chemin d'un développement juste et solidaire comme le rêvait Patrice Lumumba. À ce sujet la responsabilité de Joseph Kabila, le fils du regretté Laurent-Desiré, est très importante. Mais n'oublions pas, et peut-être surtout, celle de ces grands intérêts financiers qui ont fait d'un pays si riche un des plus misérables socialement de la planète et ce, bien entendu, avec la complicité des gouvernements occidentaux, dont le nôtre, qui ont toujours été plus disposés à se soucier de la santé des multinationales que de celle du peuple congolais. Nous reviendrons plus en détail sur ce sujet dans une prochaine édition. ■

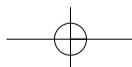
Festival du Cinéma d'Attac

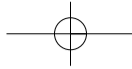
Depuis 19 ans, le festival du Cinéma d'Attac vous propose un programme de films et de débats. Cette année, l'ouverture aura lieu le 15 novembre au cinéma Aventure à Bruxelles, avec *Au-delà des lignes rouges* un film de Luciano Ibarra, à propos du réchauffement climatique, et cela quelques jours avant la grande mobilisation du 2 décembre et l'ouverture de la COP 24 ! Les autres séances auront lieu au Botanique les 16, 17, 18 et 23, 24, 25 novembre avec comme sujets la déstabilisation des pays qui résistent

(Brésil, Venezuela...) et la déstructuration sociale engendrée par les politiques néolibérales (la précarité, la perte des services publics...). Plus de 20 films et de débats dont un sur la censure et la désinformation. Deux expositions aussi : Le Musée-Valise de l'histoire de l'esclavage et des affiches sur l'emprise des écrans réalisées par des étudiants de l'Institut Francisco Ferrer.

Programme complet sur WWW.BXL.ATTAC.BE

et <https://www.facebook.com/festivalcinemadattac/>





Au Brésil, la menace fasciste

Julien Hannotte Morais

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne savons pas encore qui sera le prochain président du Brésil mais nous savons déjà que le pays sera plongé dans l'instabilité. À l'issue du premier tour du 8 octobre, Jair Bolsonaro, candidat d'extrême-droite (Partido Social Liberal PSL) est arrivé en tête avec 46,03% des voix devant le candidat du Parti des Travailleurs (PT), Fernando Haddad, ancien ministre de l'éducation de Lula qui a recueilli 29,28%.

La bourgeoisie traditionnelle autour du PSDB, qui avait affronté Dilma Rousseff au second tour en 2014, n'est arrivée que loin derrière, en 4^e position avec 4,76% et a déjà annoncé son soutien à Bolsonaro. De leur côté, les marchés financiers ont exprimé leur crainte d'une victoire du candidat d'extrême-droite. Haddad, quant à lui, réunit désormais autour de lui, le parti de la candidate vice-présidente, le Parti Communiste du Brésil (PCdoB), le PDT (arrivé en 3^e position), et les autres partis à la gauche du PT dont le PSOL, le PCB (Parti Communiste Brésilien) qui défendaient au premier tour une candidature commune avec Guilherme Boulos (PSOL).

Mathématiquement, rien n'est joué. Pourtant si nous devons souhaiter la victoire de Haddad pour faire blocage à l'extrême-droite, et défendre les libertés et les droits démocratiques, il est à craindre qu'il soit dans l'incapacité de gouverner. En effet, le jour du 1^{er} tour se tenaient aussi les élections générales pour le renouvellement du parlement et du sénat. Même si le PT arrive en tête en nombre de sièges (56), il en perd 13 par rapport à 2014. Le parti de Bolsonaro passe lui de 1 à 52 députés. Au parlement, aucun des deux ne fera le poids sur un total de 513 députés. Bolsonaro a toutefois plus de marges de négociation avec les autres partis. Il faudra également tenir compte des abstentionnistes qui représentaient 20,20% des inscrits, soit

un peu plus de 29 millions d'électeurs, alors que le vote est obligatoire.

Pourquoi Bolsonaro est-il dangereux ? Capitaine de réserve, machiste, homophobe, anti-avortement, Bolsonaro se présente comme le champion de la lutte contre la corruption, contre les fake news et contre la pseudo-menace de « vénéralisation » du Brésil. Ses ennemis principaux sont les communistes, le PT inclus, les syndicalistes et les mouvements sociaux. Parmi les députés qui le soutiennent, on voit



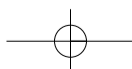
fleurir les propositions d'inscrire dans la loi le communisme comme un crime, de criminaliser aussi des mouvements sociaux comme les mouvements paysans des sans-terre qui seraient qualifiés de terroristes. Son projet rappelle les heures sombres du Brésil et la dictature militaire de 1964 à 1985 dont il est nostalgique. Il a même déclaré que l'erreur de la dictature fut de torturer et de ne pas tuer. Parmi ses partisans, la désinhibition s'installe, le nombre des agressions contre des militants de gauche, des femmes, des homosexuels augmente. Il est soutenu par les bancs parlementaires des BBB (Boi, Bala et Biblia), c'est-à-dire les lobbys des grands propriétaires terriens, des armes et des évangéliques. Dans les 50 plus grandes communes de l'agro-business, Bolsonaro obtient même la majorité absolue (52,83%). La réduction des réserves et terres indigènes est à l'agenda.

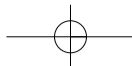
L'armée joue également un rôle central. Plusieurs des députés qui le soutiennent sont des officiers et certains soutenaient un putsch militaire contre Dilma. Quant à son candidat à la vice-présidence, c'est un général qui a tenu des propos racistes envers les indigènes et les afro-descendants. Une nouvelle dictature militaire apparaît cependant trop instable politiquement pour la bourgeoisie, celle-ci privilégie la judiciaire et la criminalisation des mouvements sociaux. Mais la période de la dictature militaire est plutôt perçue

positivement par les partisans de Bolsonaro comme étant une période d'ordre et de progrès et ils justifient la cruauté des tortionnaires par le fait qu'elle aurait été exercée contre des assassins, des violeurs, des voleurs, des corrompus, les communistes et les anarchistes. Ce n'est pas pour rien que beaucoup de ces gens considèrent les gouvernements PT comme une période de dictature communiste !

Qui soutient Bolsonaro ? Une grande partie de son électeurat est composé de la petite bourgeoisie ou classe moyenne basse dont une partie est paradoxalement sortie de la pauvreté et montée socialement grâce aux plans sociaux de Lula. Le PT a réussi à améliorer les conditions matérielles de beaucoup de Brésiliens mais n'a pas accompagné ses programmes d'une formation politique. Parmi les Brésiliens à l'étranger, on compte également beaucoup de soutiens à Bolsonaro. Il réalise 80,64% à Miami. La proximité idéologique avec les États-Unis n'est pas négligeable. Sur le plan international, il va rompre avec la diplomatie instaurée par Lula et s'alignera totalement sur la politique étasunienne en voulant rompre avec la Chine « communiste ».

Face à lui, que peut espérer le peuple brésilien ? Il y a la possibilité d'annulation des élections suite aux révélations de financement illégal de campagne électorale de 12 millions de reais brésiliens (un peu moins de 3 millions d'euros) par des entrepreneurs qui soutiennent Bolsonaro. Quant à Haddad, il affronte une situation bien compliquée avec un PT en perte d'hégémonie et une difficile recomposition politique au cas où il l'emportait au deuxième tour. Le PT a fait trop de concessions au capital. Sa victoire est cependant impérative pour que le camp socialiste ait un espace pour se reconstruire et présenter un programme révolutionnaire qui ne soit pas une politique de consommation et d'endettement. ■





Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Pierre Galand
Israël pratique une politique proto-faciste
pp. 2-4

L'ACTUALITÉ

Communes 2018 : le bilan et les leçons
Paul Marcus & Marie-France Deprez • p. 5

SOCIAL

Bilan social du gouvernement Michel I^{er}
Martin Willems • pp. 6-7

OPINION

Impérialisme et immigration
Roland Marounek • pp. 8-9

ACTUALITÉ

Engie, l'État belge et son approvisionnement énergétique
Romain Gelin • pp. 10-11

SOCIAL

Désresponsabilisation des élites et « irresponsabilité » des travailleurs
Bernard Lefevre • p. 12

Dégressivité pour les chômeurs, cadeaux fiscaux pour les autres
Guy Stroobants • p. 13

INTERNATIONAL

Elections au Congo : derrière le labyrinthe électoral
Tapé Groubera • p. 14

Au Brésil, la menace fasciste
Julien Hannotte Morais • p. 15

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.
Bruxelles : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Aurora, 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles **Gand** : De

Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Cercle Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretiens (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement
Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particomuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 0477 23 70 58 • 02 537 66 81

Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.

